



## Appel à communication pour des journées d'étude du réseau thématique « Sociologie des médias » (RT37)

Centre Pouchet-CNRS | 59, rue Pouchet | 75017 Paris  
15-16 mars 2021

# Une profession « en crise » ?

## Luttes pour l'autonomie professionnelle aux frontières du champ journalistique

Le 31 juillet 2019, la société *Reworld* devient, en rachetant Mondadori France, le premier groupe de presse magazine français<sup>1</sup>. Le groupe oriente sa ligne éditoriale et son modèle économique vers le *brand content*, pratique consistant à rédiger des articles promotionnels financés par des marques ou commandés à la rédaction par la régie publicitaire. Face aux actionnaires et à cette réforme, 60% des journalistes font jouer leur clause de conscience et quittent le groupe, arguant du fait que cette stratégie menace à terme leur indépendance éditoriale.

Cet épisode illustre une tendance, largement documentée par la sociologie du journalisme et des médias depuis une trentaine d'années : la subordination croissante du champ journalistique au champ économique et ses effets dans et hors de l'espace professionnel (Bourdieu, 1996 ; Benson, Neveu, 2005 ; *Savoir/Agir*, 2018).

### Transformations contemporaines du champ journalistique

Cette forme de domination structurale, le plus souvent invisible et indirecte, s'articule à d'autres formes de dépendance (Chupin, Nollet, 2006), en particulier à l'égard du champ politique et des champs de production culturelle (Champagne, 2016 ; Darras, 2017 ; Duval, 2019). Elle participe d'une recomposition des rapports de force qui structurent le champ journalistique, qui favorise son pôle commercial au détriment de son pôle professionnel qui peine à imposer ses critères d'excellence :

- ❖ information *low cost* ajustée aux contraintes publicitaires plutôt qu'investissements dans de longues et coûteuses enquêtes journalistiques (Cagé *et al.*, 2017) ;
- ❖ course à l'audimat et aux « clics » redéfinissant les critères de *newsworthiness*, les formes et formats d'écriture, et l'espace des possibles éditoriaux (Christin, 2014) ;
- ❖ contenus dépolitisés et *infotainment* au détriment de la prise de risque éditoriale ou de positionnements hétérodoxes (Kaciaf, 2013 ; Leroux, Riutort, 2013), etc.

<sup>1</sup> Reworld Media, *Communiqué de presse*, « Reworld Media annonce l'acquisition définitive de Mondadori France », 31 juillet 2019.

Cette subordination tendancielle du journalisme à l'économie favorise également un repositionnement de ses producteurs et de ses productions dans l'espace social. Celui-ci contribue, dans un contexte de poids croissant du numérique, à :

- ❖ l'entrée de nouveaux agents intermédiaires ou périphériques comme par exemple les communicants, les publicitaires ou encore les développeurs (Neihouser, 2015, Eldridge, 2018, Tandoc, 2019),
- ❖ la normalisation de nouvelles pratiques dans les rédactions (Belair-Gagnon et Holton, 2018), comme celle du « bâtonnage » des dépêches d'agence (Eustache, 2020)
- ❖ la consécration de nouveaux discours métajournalistiques (Carlson, 2015) - à l'instar du « journalisme de solution » qui peut être analysé comme un « cheval de Troie du marketing » (Amiel et Powers, 2018).

Enfin, cette recomposition n'est pas sans effets sur les luttes, orientées vers l'imposition d'une définition légitime de l'excellence professionnelle, qui se jouent aux frontières du champ journalistique. Celles-ci opèrent sur différents fronts :

- ❖ la formation des journalistes à travers l'enjeu de l'autonomie des écoles spécialisées vis-à-vis des contraintes du marché du travail (Marchetti et Lafarge, 2011, 2017 ; Chupin, 2018 ; Bouron, 2018 ; Lafarge, 2019) ;
- ❖ les carrières et statuts d'emploi, de plus en plus précaires notamment pour les plus jeunes et les femmes (Accardo, 2007 ; Frisque et Saïtta, 2010) ;
- ❖ les conditions de travail au quotidien avec l'enjeu du rapport à des sources d'information qui tendent à professionnaliser leur communication (*Politiques de communication*, 2014) ;

- ❖ la restructuration des services spécialisés notamment du fait du poids croissant du numérique dans la vie des rédactions (Smith, 2017 ; Belair-Gagnon et Holton, 2018 ; Eldrige, 2018) ;
- ❖ le rôle ambivalent des organes représentatifs destinés à défendre les intérêts de la profession (Dupuy, 2016) ;
- ❖ le financement des entreprises de presse à travers les enjeux des aides publiques à la presse, de la publicité commerciale ou des fondations privées (Benilde, 2007 ; Cagé, 2015 ; Benson, 2018) ;
- ❖ la concentration croissante de la propriété des entreprises de presse entre de grands groupes dominés par un patronat de plus en plus étranger au monde du journalisme (Cagé, 2017, Sedel, 2020, à paraître) ;
- ❖ la résurgence d'entreprises de presse à vocation militante œuvrant à des formes de journalisme « indépendant », voire politiquement engagé, qui vise à redonner ses lettres de noblesse à une profession dont les idéaux fondateurs auraient été, aux yeux de leurs promoteurs, trahis.

### **Conditions objectives et vécus subjectifs de la « crise du journalisme »**

Ce panorama illustre une tendance « largement documentée » (Degand, 2012 : 127) désignée par une expression aussi redondante que galvaudée, la prétendue « crise du journalisme ». Elle permet d'abord de constituer un point d'entrée afin de repenser la question des luttes de définition des frontières de la profession qu'on peut envisager ici comme un processus de « déssectorisation », au sens de *« changement d'états des ensembles sociaux complexes (...) principalement de la réduction de l'autonomie des secteurs affectés par les mobilisations, du désenclavement des espaces de*

*confrontations qui leurs sont liés et du phénomène d'évasion des calculs que l'on peut alors observer*» (Dobry, 2009 : 126). Cette analyse de la perte d'autonomie des espaces sociaux en temps de crise permet de questionner les transformations des hiérarchies et des pratiques professionnelles dans un contexte d'emprise croissante de l'économie sur le champ journalistique (Lévêque 1999 : 98-101).

La « crise » permet aussi de prendre au sérieux les discours produits sur la crise, comme moteur de recomposition des frontières des champs professionnels, notamment en alimentant des sociodécès justifiant ces mêmes recompositions. L'expression « crise du journalisme » est largement utilisée en dehors de l'espace académique, à l'instar de la « crise de la représentation » (Gaxie, 2003 ; Offerlé, 2016), et instrumentalisée comme cette dernière, dans l'espace même qu'elle entend décrire. On assiste, et ce depuis la naissance de la presse (Lemieux, 2000) au développement de discours, y compris chez les professionnels de l'information, sur la « crise » de leur profession qui serait due à la « défiance » des publics (Neveu, 1997), à la qualité moindre de l'information produite, voire à des critiques virulentes des formes journalistiques militantes qui ne répondraient plus aux normes d'objectivité » de la profession. « La crise » correspondrait alors à une forme de marronnier réflexif que les journalistes, mais aussi les patrons de presse et dirigeants de médias, utilisent pour décrire la situation de la profession. Ces discours ainsi publicisés, construisent donc directement la représentation publique du groupe, « autour d'une nouvelle interdépendance à l'opinion », réponse classique aux crises rhétoriques professionnelles (Paradeise, 1985).

Pour le dire autrement, le concept de crise, au sein du champ journalistique, fait à la fois office de paradigme

explicatif de l'ensemble des évolutions du champ, et de moteur de ces transformations. Il est toutefois paradoxalement peu analysé en tant que tel, alors même qu'il contribue à décrire la recomposition *permanente* des frontières du champ et la capacité de la profession à intégrer ou non des agents exogènes, ce « potentiel du renouvellement hérétique » (Neveu, 1997).

\*\*\*

L'objectif de ces journées d'étude du réseau thématique « Sociologie des médias » (RT37) de l'Association Française de Sociologie est donc de revenir sur les dynamiques contemporaines du champ journalistique en prenant pour objet les pratiques, les logiques de structuration, les identités vécues ou assignées, ou encore les propriétés et dispositions sociales des « nouveaux entrants » - ou supposés tels - du champ de la production de l'information.

Un accent particulier sera mis sur l'étude des relations entretenues ou revendiquées avec les pôles dominants du champ professionnel : comment les représentants de « l'élite » du journalisme et de l'entrepreneuriat de presse accueillent-ils ces agents qui pour certains pratiquent le journalisme sans nécessairement être reconnus comme journalistes ? Quelles sont les conditions d'acceptabilité ou de rejet de leurs stratégies - d'empiètement, d'annexion, de subversion ? Voit-on l'apparition de « garde-frontières » et de réflexes corporatistes de rejet ? Quelles sont les différentes pratiques d'imitation ou d'emprunts à l'identité journalistique ? Quelles pratiques, codes ou discours - issus d'espaces professionnels différents - les nouveaux entrants apportent-ils dans la sphère journalistique traditionnelle ? Cela remet-il en cause les règles du jeu et les frontières de ce champ professionnel ? En d'autres termes,

comment se configurent les rapports de domination, de compétition et de coopération à l'aune de l'intégration/rejet de nouveaux agents ?

Il s'agira aussi, plus largement, d'étudier ce que ces phénomènes font au journalisme comme profession : l'entrée de ces profanes redéfinit-elle les indicateurs qui déterminent classiquement l'appartenance au journalisme comme groupe professionnel, à l'instar de la carte de presse ? Le « flou » ne constitue en rien un dysfonctionnement, mais bien un marqueur constitutif de ce groupe professionnel (Ruellan, 1993). Finalement, c'est donc une réflexion sur ce lien entre « flou de la profession » et ces « nouveaux entrants » qu'il s'agit de développer : ces acteurs sont-ils véritablement « nouveaux » ? Trouve-t-on dans l'histoire du journalisme des exemples similaires d'acteurs « hérétiques » qui viennent interroger ou bouleverser les frontières de la profession ? Ceux qui hier étaient considérés comme des « nouveaux entrants » sont-ils devenus des joueurs intégrés au champ ? Et enfin, quels effets cela a-t-il sur les logiques de légitimation professionnelle ?

Trois questions, relatives aux trois axes proposés par cette appel à communication, pourront guider la soumission de propositions de communication. Quelles sont les conditions sociales de production et de légitimation de ces discours de « crise » (Axe 1) ? Quelles sont les logiques de régulations du champ à l'œuvre à l'égard de ces nouveaux entrants (Axe 2) ? Comment ces transformations des croyances et représentations collectives de la crise

font-elles évoluer les pratiques professionnelles (Axe 3) ?

### **Axe 1 : Les logiques sociales de production des discours sur la « crise » du journalisme**

Le premier axe interroge les conditions sociales de production des discours sur la « crise » du champ journalistique. Ces discours se répètent périodiquement dans l'histoire, à chaque nouvelle invention technologique ou face à l'entrée d'un nouvel acteur dans le champ : la « crise » est alors vécue sur le mode d'une conjoncture exceptionnelle. Le prétendu bouleversement du journalisme par les réseaux sociaux ou la propagation des *fake news* sont les derniers éléments déclencheurs d'un nouveau cycle sur la crise du champ.

Depuis le XVIIIe, moment de développement considérable de l'imprimerie, chaque étape de transformation des modes d'information, dans un double processus de démocratisation et de marchandisation, a généré un discours de crise, au cours de laquelle se sont exprimées critiques et inquiétudes. Après l'industrialisation de la presse, et le développement des « mass media »<sup>2</sup>, le développement d'Internet aurait donc mené à une quatrième crise, provoqué par la démonopolisation de l'accès à l'écrit, et plus largement au savoir.

Cette « crise » est parfois expliquée par des éléments exogènes au champ, économiques (manque de moyens financiers) ou politiques (dépendance à l'égard du pouvoir), mais peut aussi être décrite par l'analyse de la structure même du champ journalistique. Nous invitons les propositions à s'intéresser à la diversité des agents (institutionnels, politiques,

---

<sup>2</sup> Pour un aperçu de l'évolution de l'interdépendance entre champ politique et champ journalistique, on pourra se référer à l'article d'E. Darras, « Des liaisons dangereuses ?

Les trois âges de la relation entre professionnels de l'information et professionnels de la politique », in *Pour une gauche de gauche*, coordonné par B. Geay et L. Willemez, Editions du Croquant, 2008.

économiques, médiatiques) producteurs de ces discours, et à leurs intérêts politiques et professionnels à faire circuler une telle représentation du champ. Pourquoi et comment l'idée de crise du champ journalistique est cultivée par de multiples acteurs, à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur du champ ? Pourquoi « la fin du journalisme » (Benson, 2004) est-elle continûment diagnostiquée, sur la base d'une évolution de ses « bonnes » pratiques professionnelles, de l'éthique du métier, de sa formation, ou encore de son rapport au public ? Comment est objectivé le diagnostic d'une perte de confiance des publics au-delà du marronnier du Baromètre annuel de confiance réalisé par des instituts de sondage, et qui provoque chaque année les mêmes productions informationnelles sur la crise ?

Ces questions nous amèneront finalement à analyser l'impact de ces discours de « crise » sur les logiques corporatistes du champ, sur ses pratiques professionnelles ou sur ses (nouvelles) frontières. A titre d'exemple, de nouvelles pratiques et valeurs d'excellence professionnelle (*fact-checking*, journalisme de données, journalisme de solution) sont réaffirmées en réaction au diagnostic de perte de confiance dans la parole des journalistes. Il s'agira au cours de ces journées d'étude d'articuler différentes disciplines autour de cet objet : les contributions de sociologues et de politistes, mais aussi d'historiens sont les bienvenues.

## **Axe 2 : La régulation du champ journalistique comme cause et conséquence de la "crise"**

Plutôt que de chercher à identifier les causes de ladite "crise" du champ journalistique, nous analysons ici la « fabrique et le gouvernement de la crise » (*Critique internationale*, 2019/4) à savoir les dispositifs de régulation du champ censés résoudre le phénomène. Ce deuxième axe interroge à la fois la fabrique du « diagnostic » face au

problème, la production de "bonnes pratiques" perçues comme des antidotes à la crise et les modalités de la régulation du champ qui en découlent.

L'accent pourra être mis sur les leviers qui structurent et incitent à de « bonnes pratiques » professionnelles. Pourront ici être étudiés les dispositifs légaux, de la loi de 1881 sur la liberté de la presse, jusqu'aux textes contemporains qui reconfigurent les conditions d'expression publique des journalistes, à l'image de la loi de lutte contre la manipulation de l'information ou la loi sur le secret des affaires. Les propositions pourront aussi revenir sur les mécanismes de régulations dits « souples » (modération, auto-discipline, formations, programmes pédagogiques, labels etc.) qui participent des droits d'entrée dans le champ et de la construction des routines. On pense ici à la réactivation d'un mythe professionnel, celui du « journaliste objectif », énonciateur d'une vérité (Tuchman, 1972), comme c'est notamment le cas avec la consécration des fact-checkeurs dans les rédactions (Bigot, 2019, Graves, 2016).

Cette question amène à formuler l'hypothèse d'une régulation à distance par les contraintes matérielles de production, notamment les dispositifs de subvention, d'aides de l'État ou d'entités privées, comme c'est le cas dans d'autres industries culturelles (Esquerré, 2019 ; Kryzhanouski, 2017 ; *Sociétés contemporaines*, 2018/3). On pourra se demander à la suite d'E. Neveu (2002) si les leviers économiques ne reconfigurent pas un nouveau « répertoire de l'influence des États » sur la production médiatique. Les différentes contributions pourront revenir sur cette « censure douce » (Méon, 2003) au quotidien dans la production et la diffusion de l'information, mais aussi, à travers une approche plus empirique, sur ces nouveaux acteurs au sein des

rédactions occupant ces fonctions de contrôle et de régulation de l'information. Enfin il s'agira, d'étudier les réactions des producteurs de l'information, les potentielles formes de résistances, d'adaptation à ces nouvelles formes de régulations qui participent des discours sur la crise du journalisme.

### **Axe 3. (Re)définir les pratiques journalistiques au nom de la crise de la profession ?**

Dans ce troisième axe, il s'agira d'interroger les pratiques journalistiques considérées comme « nouvelles » ou « émergentes » - et les agents ou institutions qui participent de ce travail de labellisation. Les discours sur la « crise » du champ sont produits dans différents pôles du champ journalistique et permettent de légitimer des pratiques d'information et de communication qui invitent à redéfinir l'*habitus* journalistique. Les communications pourront d'abord revenir sur l'intégration progressive des professionnels de la communication (Riutort, 2020 : 13 ; Legrave 1996) sur l'intégration d'agents du champ économique et commercial dans la production de l'information (marketing journalistique, presse d'entreprise, etc.) ainsi que celle du champ politique (communicants politiques, auto-médiatisation partisane, etc.) et ainsi participer à l'actualisation des données sur la double dépendance (Champagne, 2016)

D'autre part, les communications proposées pourront analyser l'institutionnalisation de pratiques journalistiques spécifiques censées répondre à la « crise » du métier et à la « crise de confiance » (Neveu, 1997) supposée des publics face aux médias. Ici, on pense par exemple à la promotion du journalisme dit « de solution » (Amiel, 2017), ou au poids croissant du journalisme « participatif » (Hubé, Olivesi, 2016). Quelles sont les possibilités

d'émergence de ces nouvelles formes journalistiques ? Qui sont les journalistes qui y sont recrutés ? Comment travaillent-ils au quotidien ?

Enfin, cet axe pourra accueillir des communications permettant de comprendre les pratiques d'auto-médiatisation, voire de « réinformation » (Stéphan, Vauchez, 2019), produites du côté des profanes (Leteinturier, 2013). Ainsi, des organisations partisanes, des militants, des activistes sont également investis dans la pratique de l'information, notamment sur les réseaux sociaux. Ces nouveaux entrants participent-ils, à leur manière, au discours de « crise du journalisme » ?

### **Bibliographie**

- Aguiton Sara Angeli, Cabane Lydie, Cornilleau Lise, « Politiques de la mise en crise », *Critique internationale*, 2019/4.
- Amiel Pauline, *Le journalisme de solutions*, Presses universitaires de Grenoble, 2020, 250p.
- Belair-Gagnon V and Holton AE, « Boundary Work, "Interloper Media and Analytics in Newsrooms. An Analysis of the roles of Web Analytics Companies in News Production », *Digital Journalism* 6(4), 2018, p. 492-508.
- Benson Rodney, « La fin du Monde ? Tradition and change in the French press ». *French Politics, Culture & Society*, vol 22, n° 1, 2004.
- Bigot Laurent, « "Le fact-checking ou la réinvention d'une pratique de vérification" », *Communication et langages* 2017/2 (N°192), p. 131-156, 2019.
- Bourdieu Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101-102, 1994, p. 3-9.
- Bourdieu Pierre, *Sociologie générale. Vol. 1. Cours au Collège de France 1981-1983*. Paris: Seuil & Raisons d'Agir, 2015 (notamment p. 481-485 sur les stratégies de luttes et les frontières du champ)
- Bucher Rue et Strauss Anselm, « Profession in process », *American journal of sociology*, n°46, 1961.
- Carlson Matt and Lewis Sett C., *Boundaries of journalism: Professionalism, practices and participation*. Abingdon & New York: Routledge, 2015.
- Carlson Matt, « Metajournalistic Discourse and the Meanings of Journalism: Definitional Control, Boundary Work, and Legitimation », *Communication Theory*, Vol. 26, Issue 4, 2015.
- Champagne Patrick, *La double dépendance. Sur le journalisme*, Paris Raisons d'agir, 2016.

- Champagne Patrick, « Le journalisme et l'économie ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 131-132, 3-7, 2016.
- Chupin Ivan, *Les écoles du journalisme. Les enjeux de la scolarisation d'une profession (1899-2018)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2018.
- Chupin Yvan, Hubé Nicolas, Kaciaf Nicolas, « *Histoire politique et économique des médias en France* ». La découverte, Paris, 2009.
- Comby Jean Baptiste, Ferron Benjamin, « La subordination au pouvoir économique. Dépolarisation et verticalisation du champ journalistique ». *Savoir/Agir*, vol.4, no.46, 11-15, 2018.
- Darras Eric, « Introduction. Champ journalistique, ordre social et ordre politique », *Sociétés contemporaines*, 2017/2 (N° 106), p. 5-20.
- Degand Amandine, *Le journalisme face au web: reconfiguration des pratiques et des représentations professionnelles dans les rédactions belges francophones*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain, 2012
- Dupuy Camille, *Journalistes, des salariés comme les autres ? Représenter, participer, mobiliser*, Rennes, PUR, Res Publica, 2016.
- Duval Julien, « L'autonomie sous contrainte du journalisme et du cinéma », *Biens symboliques / Symbolic Goods* [En ligne], 4, 2019.
- Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de Sciences Po, 2009.
- Eldridge II Scott A., Where do we draw the line? Interlopers, (Ant)agonists, and an Unbounded Journalistic Field. *Media and Communication* 7(4): 8-18, 2019.
- Esquerré, Arnaud, *Interdire de Voir. Sexe, violence et liberté d'expression au cinéma*, Paris, Fayard, 2019
- Gaxie, Daniel, *La démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 2003
- Graves Lucas, Nyhan Brendan, Reifler Jason, "Understanding Innovations in Journalistic Practice: A Field Experiment Examining Motivations for Fact-Checking", *Journal Of Communication*, 66, 2016, p. 106.
- Kryzhanouski, Yauheni. « Gouverner la dissidence. Sociologie de la censure sous régime autoritaire : le cas du rock contestataire biélorusse », *Critique internationale*, vol. 76, no. 3, 2017, pp. 123-145.
- Olivesi, Aurélie, et Hubé Nicolas. « Présentation du dossier. Des 'vraies gens' aux 'followers'. Médias numériques et parole politique », *Politiques de communication*, vol. 6, no. 1, 2016, pp. 5-17.
- Lafarge Géraud, *Les diplômés du journalisme*, Rennes, PUR, Res Publica, 2019.
- Lafarge Géraud, Marchetti Dominique, « Les hiérarchies de l'information. Les légitimités 'professionnelles' des étudiants en journalisme », *Sociétés contemporaines*, 106, 2017, p. 21-46.
- Lafarge Géraud, Marchetti Dominique, « Les portes fermées du journalisme. L'espace social des étudiants des formations « reconnues » », *Actes de la recherche en sciences sociales* 4/2011 (n° 189), p. 72-99
- Legavre Jean Baptiste, « D'un groupe à l'autre. Le passage de l'expertise en communication à la pratique politique professionnelle », *Politix*, 1996/3 (n° 35), p. 131-148.
- Lévêque Sandrine, "Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique", *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999, p. 87-117.
- Leteinturier Christine, "La légitimation des journalistes professionnels en France", *Sur le journalisme - About journalism - Sobre jornalismo - Vol 2, n°2* - 2013.
- Méon, Jean-Mathieu., L'Euphémisation de la censure. Le contrôle des médias et la protection de la jeunesse : de la proscription au conseil, thèse de science politique, Université Robert Schuman, IEP Strasbourg, 2003.
- Neveu, Erik, « Les répertoires de l'influence des Etats », *Dossiers de l'audiovisuel*, n°106, novembre-décembre 2002, p. 12-15
- Neveu Erik, "Des questions jamais entendues. Crise et renouvellement du journalisme politique à la télévision", *Politix*, 1996.
- Noël Sophie, Pinto Aurélie, "Indé vs Mainstream : l'indépendance dans les secteurs de la production culturelle", *Sociétés contemporaines*, 2018/3.
- Riutort, Philippe, *Sociologie de la communication politique*, Paris, La Découverte, 2020
- Ruellan Denis, *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1992.
- Souanef Karim, "Écrire sur les footballeurs d'un club professionnel. Contribution à l'analyse des logiques de production de l'information sportive". *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2015.
- Tuchman Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual: An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°44, 1972.
- Stephan Gaël, Vauchez Ysé, « Réinformation » *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 14 novembre 2019. Dernière modification le 15 novembre 2019. Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/reinformation>.
- Tandoc Edson C., « Journalism at the Periphery », *Media and Communication*, Vol. 7, Issue 4, 2019, p. 138-143.

\*\*\*\*\*

### **Calendrier**

- Date limite de proposition de communication : 15 décembre 2020.
- Notification d'acceptation : 15 janvier 2020
- Envoi des contributions : 1<sup>er</sup> mars 2020
- Journée d'étude : 15 mars 2020, Centre Pouchet (salle à confirmer).

### **Format**

Les propositions attendues, de 5000 signes max (bibliographie comprises) devront présenter clairement la problématique, les données empiriques mobilisées et l'axe des journées d'étude dans lesquels elles s'insèrent. Elles seront évaluées à l'aveugle par les membres du comité scientifique. Elles sont à envoyer avant le 15/12/2020 à l'adresse suivante : [frontieresjournalisme@gmail.com](mailto:frontieresjournalisme@gmail.com)

Pour les propositions sélectionnées, un texte de 40.000 signes (hors bibliographie) devra être envoyée trois semaines avant les journées d'étude.

### **Comité scientifique**

- Benjamin Ferron, Université Paris-Est, CEDITEC
- Jérôme Berthaut, Université de Bourgogne, CIMEOS
- Julie Sedel, Université de Strasbourg, SAGE
- Karim Souanef, Université de Lille, CERAPS
- Eric Darras, Sciences Po Toulouse, LaSSP

- Magali Nonjon, Sciences Po Aix, CHERPA
- Nicolas Hubé, Université de Lorraine, CREM.
- Clémentine Berjaud, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP.
- Erik Neveu, IEP de Rennes, Arènes
- Dominique Marchetti, EHESS, CESSP
- Christian Delporte, Université Versailles Saint-Quentin, IECI

### **Comité d'organisation**

- Safia Dahani, Sciences Po Toulouse, LaSSP.
- Keyvan Ghorbanzadeh, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP.
- Simon Mangon, Sciences Po Aix, CHERPA.
- Ysé Vauchez, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP.